

## Colloque « Écocitoyenneté et innovation sociale », Poitiers, Octobre 2014

Jean-Étienne Bidou

Volume 12, 2014–2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1083359ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'Université du Québec à Montréal

### ISSN

1373-9689 (imprimé)  
2561-2271 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Bidou, J.-É. (2014). Compte rendu de [Colloque « Écocitoyenneté et innovation sociale », Poitiers, Octobre 2014]. *Éducation relative à l'environnement*, 12, 244–246.

6. Assurer une action mieux reconnue et mieux soutenue des organismes de la société civile par l'adoption d'une Charte de l'éducation au développement durable.

Bref, il y a encore du travail à faire.

**Christian Payeur**

*Fondation Monique-Fitz-Back*

<sup>1</sup> [www.unesco.org/new/fr/unesco-world-conference-on-esd-2014/](http://www.unesco.org/new/fr/unesco-world-conference-on-esd-2014/)

<sup>2</sup> [www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/Declaration-Nagoya\\_FR\\_Version-Finale.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/Declaration-Nagoya_FR_Version-Finale.pdf)

## **Colloque « Écocitoyenneté et innovation sociale »** Poitiers, Octobre 2014

L'écocitoyenneté, concept né dans les années 80, tentait d'associer le souci environnemental et l'action citoyenne. Pourtant, elle a vu sa signification rapidement se restreindre au domaine des pratiques quotidiennes et singulièrement aux éco-gestes. Certes, il y a de la vertu à économiser l'énergie, réduire ses déchets, pratiquer des choix de consommation durables, mais à évacuer la dimension critique de l'éducation à l'environnement, on écarte la réflexion pourtant nécessaire sur le fonctionnement du système politique et économique pour se limiter à une gestion environnementale à durabilité faible. C'est pourtant sous cette signification très étroite que l'écocitoyenneté est généralement comprise.

Pourtant, l'écocitoyenneté s'exerce depuis une vingtaine d'années dans les pratiques de concertation qui se sont diffusées dans les champs de l'environnement, de la gestion urbaine, des projets territoriaux divers. Des dispositifs très variés s'institutionnalisent et ont pour but de susciter la discussion collective d'enjeux publics. C'est pour explorer ce thème que l'Ifrée a organisé à Poitiers, les 21 et 22 octobre 2014, un colloque dont le thème était « **Écocitoyenneté et innovation sociale** ». Comme tous les colloques de l'Ifrée, il visait à rassembler chercheurs et praticiens engagés dans la recherche dans ce domaine.

La discussion est un processus d'apprentissage où le public se réapproprie à la fois les connaissances qui lui sont nécessaires et l'espace politique où il peut s'exprimer. Cependant, la diversité des approches est considérable : entre une

simple aide à la décision et une démarche d'apprentissage qui permette aux acteurs de co-construire des actions ou des politiques territoriales, l'écart peut être grand. Deux thématiques ont été particulièrement présentes au colloque : d'une part, le jeu des acteurs dans les démarches de concertation territorialisées et d'autre part, les consultations de citoyens ordinaires, souvent dans des processus de débat public. De nombreuses communications ont situé ces démarches participatives entre mobilisation politique et acquisition de connaissances : débats publics sur la transition énergétique, sur la gestion de l'eau dans des bassins versants, appropriation des enjeux de la biodiversité. Un accent particulier a été mis sur les recherches participatives ou collaborent chercheurs scientifiques et public suivant diverses formules où l'on sort quelquefois de la confrontation simpliste entre savoir savants et savoirs profanes.

En matière d'écocitoyenneté on peut distinguer à l'heure actuelle deux lieux principaux d'apprentissage, l'école et l'espace public. Plusieurs communications ont abordé la question de l'éducation à l'écocitoyenneté en milieu scolaire et l'impression qui est ressort est mitigée. Certes, les prescriptions pédagogiques de l'Éducation nationale en France comme ailleurs incitent à mettre en place des actions en Éducation au développement durable (EDD). Les enseignants y sont généralement favorables, mais leur investissement personnel est déterminant tandis que les chefs d'établissement et l'encadrement institutionnel tels que les rectorats peuvent favoriser ou à l'inverse contrarier les initiatives.

C'est à peu près le même constat qui se dégage des expériences de concertation, des débats publics, du foisonnement de démarches participatives qui ont été présentés et discutés dans le cadre de ce colloque. Si les progrès sont indéniables, beaucoup ont cependant mis l'accent sur les limites de la concertation, la fragilité des accords, la précarité des solutions trouvées. Si la démocratie participative doit résorber la séparation de plus en plus prononcée entre les représentants, qui évoluent progressivement comme un groupe de professionnels et les représentés qui leur délèguent leur pouvoir, quel rôle lui donner? Il est évident que le processus de réappropriation de la discussion politique par le public est un mouvement encore en gestation.

Une des formes de cette réappropriation passe par les outils Internet. Leur usage est encore trop peu étudié en matière d'Éducation à l'environnement. Pourtant les espaces numériques transforment les cadres de la vie sociale. Quelques expériences analysées au cours du colloque, certaines à l'échelle d'une ville, montrent qu'ils peuvent modifier profondément l'éducation du public et l'engagement citoyen.

Enfin, le citoyen n'est pas cet individu abstrait que décrivent souvent les politologues, faisant société de sa propre volonté et toujours informé et compétent; il s'agit aussi d'une personne, attachée au territoire dans lequel elle vit, auquel elle est liée par une expérience sensible, des ambiances, un patrimoine. Si l'on peut évoquer les mobilisations des habitants face à des aménagements non souhaités, il faut aussi reconnaître une forme de citoyenneté habitante qui peut être l'origine d'expériences sociales ou artistiques innovantes. Un certain nombre de communications se sont attachées à ces aspects, mettant en évidence cette écocitoyenneté habitante, entre animation locale et lien social.

Dans la cadre du colloque, une table ronde intitulée « Citoyenneté, écocitoyenneté, démocratie environnementale » a rappelé que la démocratie est la seule solution valide pour régler les crises écologiques et qu'elle passe par l'éducation de tous.

**Jean-Étienne Bidou,**  
*Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement,*  
*France*

### **Gaston Pineau, chercheur émérite au Centr'ERE** 18 septembre 2014, Montréal, Québec

Dans le cadre des *Journées* du Centre de recherche et de formation en éducation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM, un hommage a été rendu à Gaston Pineau, premier chercheur émérite du centre.

Gaston Pineau apporte des contributions originales et remarquables à des compréhensions profondes et fines des relations que nous avons avec le monde de même que des questions et des défis que ces relations soulèvent en éducation. Ses travaux s'échelonnent sur plus de quarante ans et ils portent notamment sur l'écoformation, l'autoformation, les histoires de vie, l'apprentissage adulte, les acquis d'expériences, les temporalités en formation et les enjeux institutionnels en éducation. Les écrits de Gaston Pineau ont ainsi de très fortes résonances avec l'éducation relative à l'environnement. C'est pour célébrer et faire mieux connaître ces contributions que Gaston Pineau a été nommé chercheur émérite au Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE).

Un rapide survol de la vie de Gaston Pineau permet de situer sommairement la succession de ses contributions dans sa trajectoire, dans son histoire de vie.